



Fédération Santé et Action Sociale

**Union Fédérale des Médecins,
Ingénieur·e·s, Cadres et Technicien·ne·s**

Communiqué de presse

021/25

Montreuil, le 12 mai 2025

Praticiens à Diplôme Hors Union Européenne :

A quoi sert un ministère de la santé sourd et muet devant des situations dramatiques et une désertification médicale croissante ?

Le Collectif Médecins de l'UFMICT-CGT continue de soutenir sans réserve toutes les actions engagées par les PADHUES, et appelle les PADHUES et tous les médecins à y participer, en particulier à la manifestation appelée par l'IPADECC le 12 mai 2025,

Nous voulons une loi stock tout de suite et la réintégration des PADHUES exclus !

Depuis des mois, le ministère de la Santé persiste à refuser toute discussion sur le sort des Praticiens à Diplôme Hors Union Européenne (PADHUES) non lauréat·es des épreuves de vérification des connaissances (EVC), qui se retrouvent pour la plupart dans des situations dramatiques.

L'autorisation d'exercice provisoire (AEP) associée au très contestable contrat transitoire de PACT, promis par la loi Valletoux, n'est mise quasiment nulle part à disposition des PADHUES. Les directions hospitalières et les ARS préfèrent renouveler des contrats, illégaux dans ces situations, de FFI et de stagiaire associé, encore plus mal rémunérés, et encore plus précaires.

Les épreuves de vérification des connaissances (EVC) apparaissent pour ce qu'elles sont vraiment : un moyen de maintenir toute une catégorie de praticiens dans une situation de sujétion, et de maintenir une « vis sans fin » de candidats étrangers dans des statuts mal rémunérés et précaires. Leur aménagement promis depuis des années est un leurre !

Au fil des années, près de 5 000 PADHUES en poste, non-lauréats, se sont vus éjectés de leur poste (parfois de leur logement !) après des années de service, souvent remplacés par d'autres PADHUES, alors même qu'elles et ils ont tenu pendant des années des postes hospitaliers et effectué de nombreuses gardes d'urgences, à la satisfaction de leurs collègues et de leur hiérarchie. Nous dénonçons depuis des années ce **turn-over inadmissible**, du point de vue humain, mais aussi du point de vue de la qualité de prise en charge des patients et de la gestion des services.

Dans ces conditions, nous saluons la volonté des associations de PADHUES de maintenir la pression sous des formes diverses vis-à-vis du ministère ou des ARS ; nous les soutenons et demandons aux élus et aux citoyens de les soutenir : c'est la Santé de nos concitoyens qui est en jeu !

Le Collectif médecins UFMICT-CGT renouvelle son exigence de suppression des modalités actuelles d'intégration des padhues en poste sur notre territoire, et ses propositions pour une intégration égalitaire, en fonction, comme pour les praticiens à diplôme européen, des titres et travaux et services rendus.

Mais tout de suite, refusons le faux statut PACT dérogatoire et à durée limitée ! les PADHUES en poste les années précédentes doivent être définitivement intégrés sans condition par une nouvelle loi stock !